



Meurthe-et-Moselle :

quels atouts pour se développer
et s'inscrire dans l'espace lorrain et européen ?

«L'État catalyseur d'un développement économique des territoires» est le point de départ du partenariat engagé entre la Préfecture, le Conseil Général et le Trésor public de Meurthe-et-Moselle et l'Insee Lorraine.

Il vise à présenter les repères et dynamiques territoriales caractérisant le département, pour aboutir à la conception d'une stratégie de développement économique.

Avec 724 000 habitants en 2006, la population augmente, mais le solde naturel s'érode et le vieillissement pèsera sur le renouvellement des emplois stratégiques. Le développement du tertiaire, avec des spécificités dans la santé, l'enseignement supérieur et la recherche, ne compense pas le déclin de l'industrie qui conserve des forces dans la métallurgie, l'automobile, la chimie, l'agroalimentaire ou la mécanique, mais est menacée dans le pneumatique. Dans le Pays-Haut, le territoire de Briey est placé sous l'influence de Metz et de la Moselle, et celui de Longwy est tiré par la dynamique luxembourgeoise, moteur extérieur, mais essentiel, de la croissance du département.

La situation reste fragile et se pose la question des atouts dont dispose le département pour anticiper un avenir lui permettant de s'inscrire véritablement dans l'espace européen.

Le TGV-Est Européen a amélioré son accessibilité, mais la consolidation d'autres infrastructures doit être poursuivie. L'enseignement supérieur se conjugue avec la présence de laboratoires et de pôles de recherche. Du renforcement des liens avec le tissu économique local dépendent les transferts de technologies sources d'innovation, et le maintien et le développement d'emplois supérieurs. L'implantation de Pôles de compétence et d'innovation s'inscrit dans la même logique. Enfin, l'avenir du département passe par son positionnement dans l'espace métropolitain, porté par Nancy et Metz, en lien avec Luxembourg et Esch-Belval.



Au centre de la Lorraine, la Meurthe-et-Moselle est avec la Moselle à l'Est, la Meuse à l'Ouest et les Vosges au Sud, l'un des quatre départements qui composent la région. Frontalière de la Belgique et du Luxembourg, voisine de l'Allemagne, elle jouit d'une situation privilégiée au sein de l'espace européen. D'une superficie totale de 5 246 km², elle compte

594 communes pour une population estimée à 724 000 habitants au 1^{er} janvier 2006.

Périurbanisation autour de Nancy

L'analyse des premiers résultats des enquêtes de recensement menées de 2004 à

2007, confirme et amplifie les tendances de la décennie précédente dans le Sud meurthe-et-mosellan : la croissance de la population continue de se répandre dans les communes autour de Nancy, dans un vaste mouvement de périurbanisation. Ce phénomène touche également des communes plus éloignées de la cité ducale, jusqu'à une distance de 30 kilomètres, et de plus petite taille. Depuis 1999, en effet, en Meurthe-et-Moselle, comme en France métropolitaine, l'augmentation la plus rapide de la population s'observe dans les communes de moins de 2 000 habitants, et particulièrement celles de moins de 500 habitants. Le Val de Lorraine, le Lunévillois et surtout le Sud-Ouest 54, profitent de cette situation et affirment leur vocation de zones résidentielles. Un engouement qui se traduit sur le terrain par une envolée du rythme de construction de maisons neuves.

Au Nord du département, un véritable renouveau souffle également sur le Pays-Haut où le territoire de

Longwy, entraîné par la dynamique luxembourgeoise, et surtout celui de Briey, tourné vers Metz et la Moselle, enregistrent une hausse de leur population.

Avenir démographique incertain

Les évolutions démographiques récentes inscrivent la Meurthe-et-Moselle sur une courbe de progression ascendante, jamais connue depuis 30 ans. Mais, le rythme de progression de la population observé depuis 1999 reste trois fois inférieur à celui relevé en moyenne au niveau national et loin des taux de croissance du Sud et de l'Ouest de la France.

L'amélioration récente est due à la réduction significative du déficit migratoire qui a été divisé par 2,5 en dix ans. Toutefois, ses effets bénéfiques se trouvent limités par un excédent naturel qui diminue. Ce dernier reste positif grâce notamment à un nombre de naissances particulièrement élevé en 2000, 2001 et 2006,

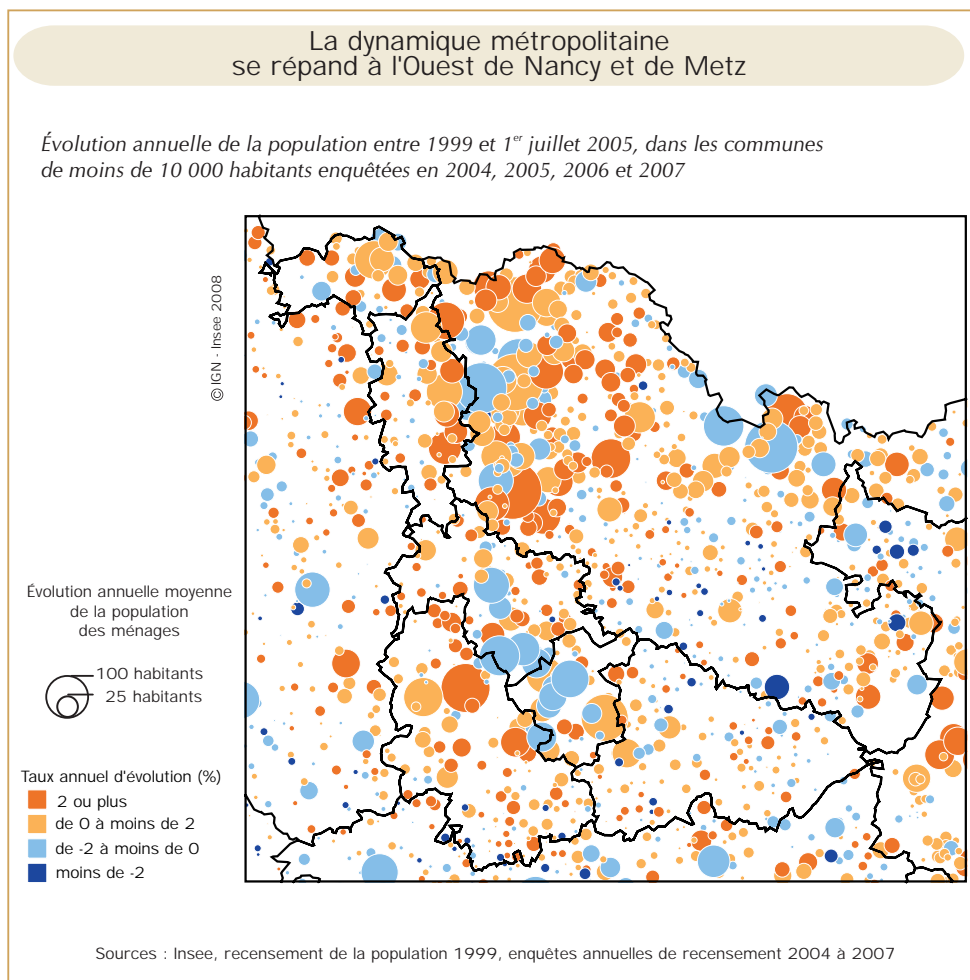
mais à terme, son érosion pose la question de la continuité de la croissance de la population départementale. Celle-ci pâtit en effet de la diminution du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants après les départs de jeunes dans les années 1980-1990, et de leur faible fécondité. Avec un indicateur conjoncturel de fécondité (icf) de 1,71 en 2004 (contre 1,88 en France en 2004), le département ne se classe qu'au 79^{ème} rang national.

Les projections qui prévoyaient une baisse de la population à partir de 2005 ne se sont pas réalisées mais l'avenir démographique reste incertain et le renouveau de ces dernières années risque de n'être qu'un sursis. La population devrait décroître à partir de 2015, à moins que l'évolution de l'emploi ne soit plus favorable et facilite la fixation et l'arrivée d'actifs. À horizon 2020, le vieillissement de la population devrait voir le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus augmenter de 30%, pour représenter un habitant sur quatre, contre un sur cinq en 2005. Et parmi elles, les effectifs des 85 ans et plus doubleraient.

Risques de pénurie dans les emplois stratégiques

Le changement de structure de la population induit par son vieillissement risque d'avoir des répercussions sur la population active. Le "papy-boom" va peser sur le renouvellement des actifs. Certaines familles professionnelles seraient ainsi exposées plus tôt que d'autres à un vieillissement de leurs effectifs : cadres de la fonction publique, enseignants, cadres des banques et des assurances, médecins et assimilés, cadres commerciaux, mais aussi et surtout les catégories avec transmission (et difficulté à le faire) de patrimoine et de savoir-faire (artisans, commerçants, agriculteurs).

Ces métiers concernent, pour une grande partie, les qualifications les plus élevées, à fort niveau de formation et qui constituent des emplois stratégiques pour le



développement du département, que ce soit pour la conception de l'action publique, le management privé, la santé ou encore la fonction de formation et de recherche.

Reste que le vieillissement de la population entraîne aussi de nouveaux besoins et services, sources d'activités économiques et d'emplois : services à la personne, structures d'accueil pour les plus âgés, soins à domicile, etc.

Des services qui comptent mais à la dynamique encore fragile

Les services emploient en Meurthe-et-Moselle 160 100 personnes en 2005, ce qui en fait la première activité en termes d'effectifs. Leur poids dans le département est supérieur à celui observé en France* (66%, contre 60%).

La santé-action sociale avec 34 900 postes (soit 14% des emplois salariés totaux) y occupe la première place. La Meurthe-et-Moselle se distingue de la France* en ayant en 2005, proportionnellement 20% d'effectifs supplémentaires dans cette activité. Elle est suivie de l'administration publique avec ses 30 200 emplois (soit 12%). Mais entre 2002 et 2005, les effectifs meurthe-et-mosellans dans ces deux secteurs ont progressé moins vite qu'au niveau national* : 1,2% contre 6,8% pour la santé-action sociale ; 0,7% contre 2,5% pour l'administration publique.

L'éducation avec ses 22 000 salariés (soit 9%) constitue une autre spécificité du département, avec proportionnellement 20% d'effectifs supplémentaires. Mais entre

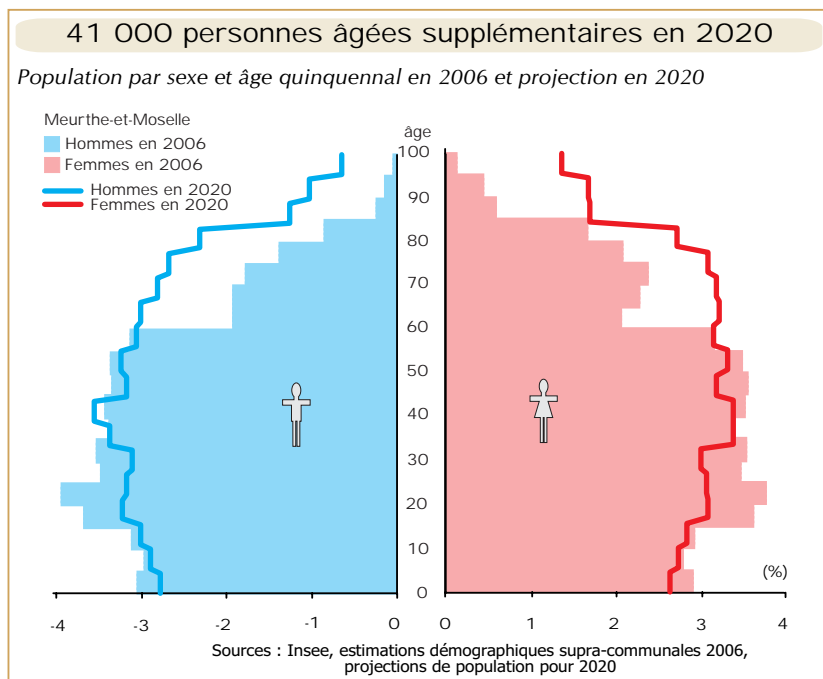
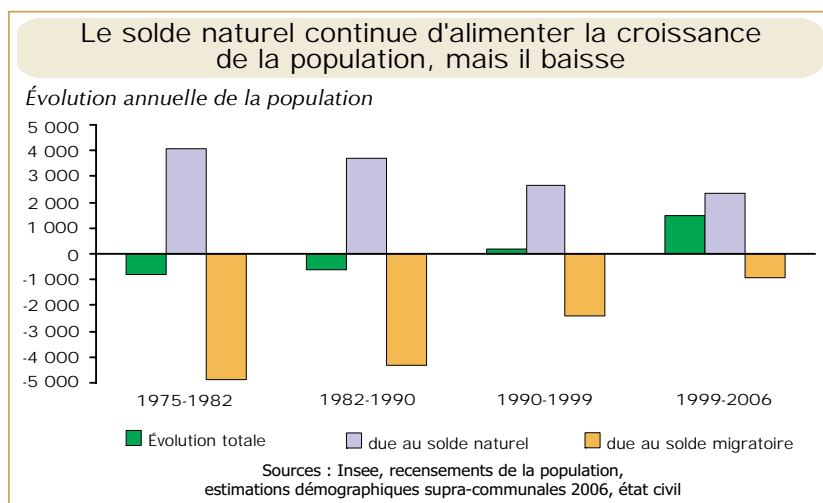
2002 et 2005, ils sont en baisse, et de manière plus marquée qu'au niveau national : -6,7% contre -5,6%.

Les services aux entreprises (31 400 salariés) et aux particuliers (18 400 salariés) sont relativement aussi bien représentés en Meurthe-et-Moselle qu'en France* (respectivement proches de 13% et 8%). Toutefois, entre 2002 et 2005, les premiers évoluent à la baisse (-2,2%), à l'inverse de la tendance nationale (+4,3%), notamment en ce qui concerne les services opérationnels (-430 emplois) et la recherche-développement, pourtant spécificité forte du département, qui peine à se maintenir. En trois ans, les postes et télécommunications, suivant l'évolution nationale*, perdent 400 emplois. Seuls les conseils et assistance progressent (+140 emplois) mais à un rythme nettement moindre.

Cinq secteurs d'activité tirent néanmoins leur épingle du jeu en enregistrant des évolutions proches, voire supérieures, de celles relevées au niveau national* : les transports (+0,5%), les hôtels-restaurants (+3,6%), les activités immobilières (+5,9%), les activités financières (+7,7%) et les services personnels et domestiques (+8,9%). Toutefois, leur développement ne contrebalance pas la baisse d'effectifs dans les services aux entreprises et surtout l'éducation. D'une manière générale, le nombre d'emplois dans les services stagne et le développement du secteur n'est pas assez rapide pour prendre le relais des emplois industriels qui disparaissent.

Nancy : pôle d'emplois tertiaires et supérieurs

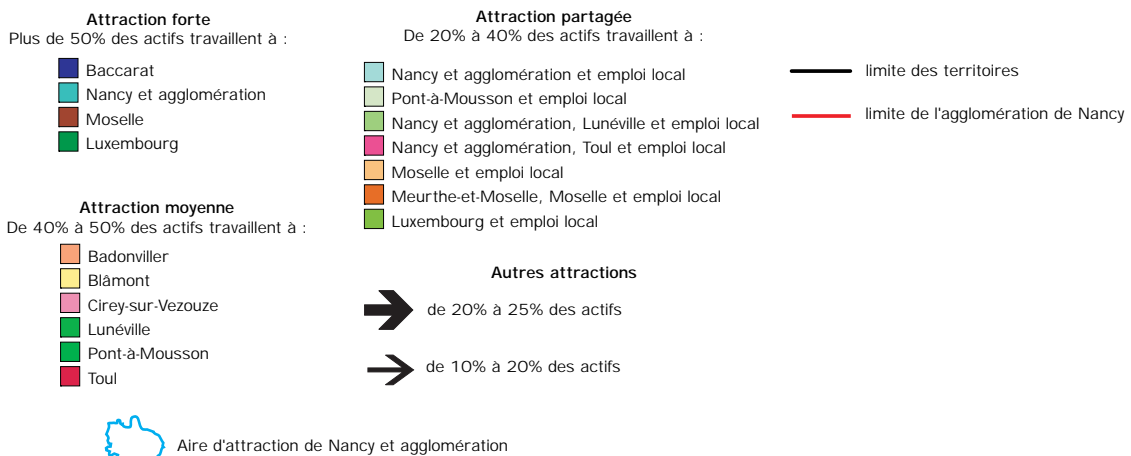
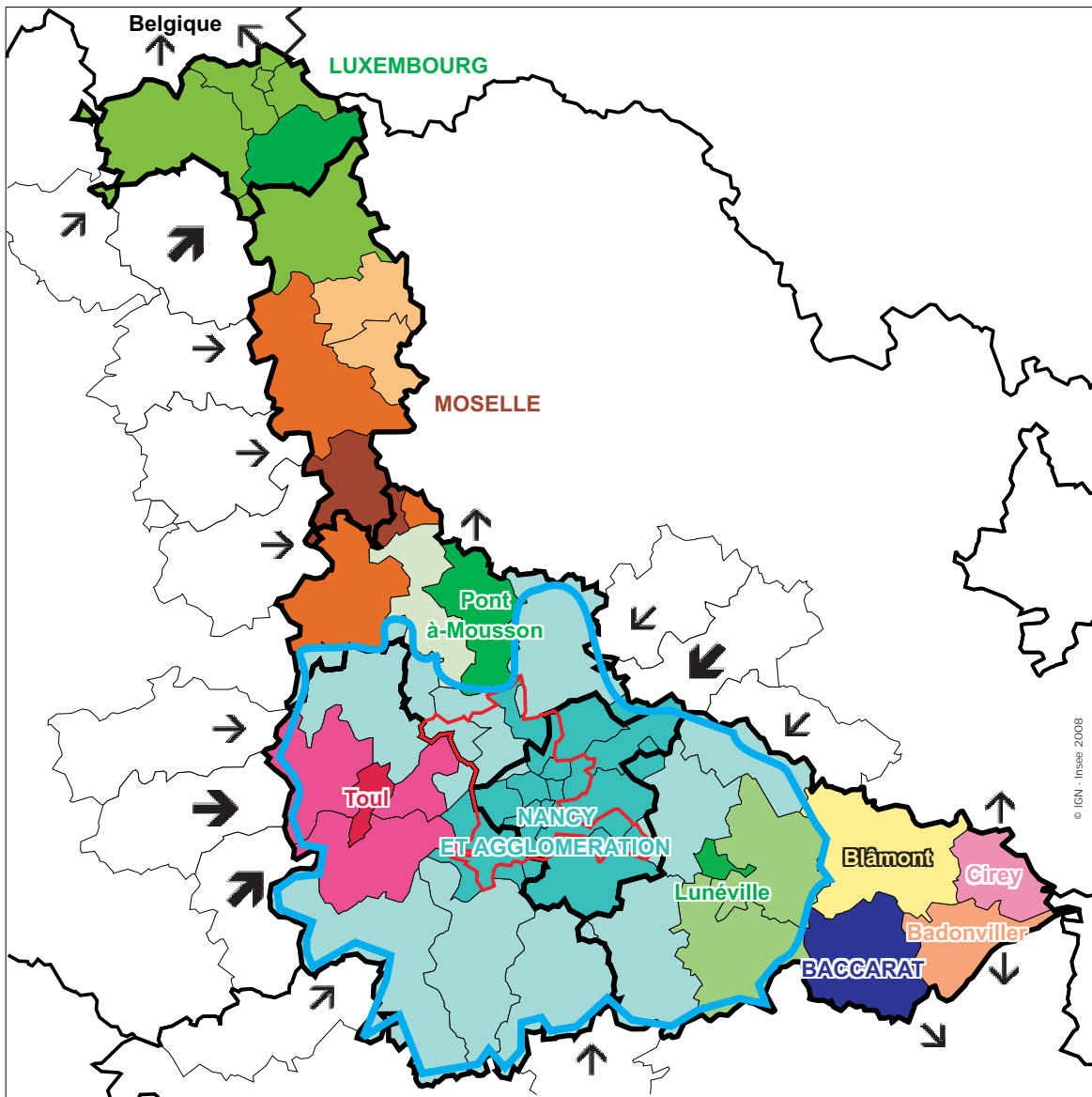
Avec 136 000 actifs résidents et 146 000 emplois comptabilisés sur son territoire, soit respectivement 41% des actifs et 58% des emplois meurthe-et-mosellans, Nancy Grand Couronné est de loin le principal bassin de main-d'œuvre et d'emploi du département. Sa zone de recrutement débordé lar-



* France hors Île-de-France

Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul complètent l'ossature du marché du travail autour de Nancy

Lieu d'emploi des actifs occupés, selon leur canton de résidence



Sources : Insee - DADS 2004 et RP 1999, STATEC et INAMI

gement des limites de son périmètre. Ainsi, 29% des actifs du Lunévillois, 32% de ceux du Val de Lorraine et 41% de ceux du Sud-Ouest 54 viennent y travailler chaque jour, montrant en cela l'importance du rôle des espaces ruraux périphériques dans le pôle économique nancéien.

Le pôle d'emploi nancéien est orienté vers le tertiaire public, souvent de haut niveau. Il s'appuie sur des fonctions administratives et commerciales et affiche des spécificités fortes et reconnues : localement, dans les conseils et assistance aux entreprises, les activités financières, les postes et télécommunications, l'hôtellerie-restauration, les activités immobilières, récréatives, culturelles et sportives ; nationalement et internationalement dans la santé, l'enseignement supérieur et la recherche-développement.

Ces activités s'accompagnent d'une présence élevée de cadres, surtout dans le secteur public, et de fonctions métropolitaines supérieures (états-majors d'industrie, du commerce et de la finance, professions supérieures de l'éducation, la santé, la recherche, la culture... à contenu décisionnel élevé ou contribuant à l'image de marque de la ville) qui placent Nancy au 15^{ème} rang des aires urbaines de l'Hexagone.

Spécificités : métallurgie et automobile...

L'industrie a longtemps façonné l'économie, les villes et les hommes du département, polarisant les activités dans certaines zones et attirant de la main-d'œuvre étrangère.

En 2005, elle représente encore près de 30% des emplois du territoire de Briey et du Val de Lorraine, mais au niveau départemental, avec 37 100 postes, elle ne représente que 15% des emplois salariés, soit 3 points de moins qu'au niveau national*.

La métallurgie (7 000 emplois) et l'automobile (4 200) y sont les secteurs dominants et aussi les plus spécifiques. Les sites de production restent essentiellement concentrés dans leurs bastions historiques : les

bassins de Longwy (LORRAINE TUBES), Briey, Pont-à-Mousson (SAINT-GOBAIN PAM), Pompey (MANOIR INDUSTRIES, CROWN BEVCAN FRANCE) et Neuves-Maisons (SAM), pour la première ; Batilly (SOVAB), Longuyon (KAISER), Villers-la-Montagne (FAURÉCIA, FVM TECHNOLOGIES, EUROSTAMP), Lunéville (ACTM, ex-TRAILOR) pour la seconde.

La chimie-caoutchouc-plastiques (3 600 emplois, dont SOLVAY à Dombasle-sur-Meurthe), l'agroalimentaire (3 400 emplois, dont SAINT-HUBERT à Ludres) et la mécanique (3 100 emplois, dont la SOCIÉTÉ GOUVY à Dieulouard, NORDON INDUSTRIE à Nancy, HYDRO LEDUC à Azerais) complètent le tissu industriel en maintenant et renouvelant des activités parfois centenaires. Ensemble, ces cinq activités proposent plus de la moitié des emplois industriels.

Les autres activités d'importance sont, par ordre décroissant d'effectifs salariés : l'énergie (3 050 emplois), les produits minéraux (2 600) et l'édition-imprimerie-reproduction (2 400). Trois activités qui sont par ailleurs largement surreprésentées en Meurthe-et-Moselle. Viennent ensuite : le bois-papier (2 200 emplois), les équipements et les composants électriques et électroniques (1 800 et 1 300), et les équipements du foyer (1 200).

... mais un emploi industriel en déclin

Entre 2002 et 2005, l'industrie meurthe-et-mosellane a perdu pas moins de 4 500 postes, soit une baisse plus forte que celle observée en France* (-11%, contre -7%) et qui a concerné tous les principaux secteurs d'activité, à l'exception de l'énergie. Elle a particulièrement affecté les composants électriques et électroniques (-620 emplois, soit -32%), les équipements du foyer (-375 emplois, soit -24%), la métallurgie (-1 200 emplois, soit -15%) et les produits minéraux (-400 emplois, soit -13%).

Elle est d'autant plus marquante qu'elle a touché la métallurgie, activité qui fait encore la spécificité de l'industrie départementale, et parce que dans un

contexte national* orienté lui aussi à la baisse, la contre-performance meurthe-et-mosellane est dans presque toutes les activités, plus forte que la moyenne française*. L'automobile, qui jusque-là faisait la fierté de la reconversion industrielle du département, entre dans cette catégorie : elle a perdu près de 600 postes, soit -12%, contre -2% en France*. Sur la période considérée, seuls la chimie-caoutchouc-plastiques, le bois-papier et l'édition-imprimerie-reproduction ont enregistré des évolutions moins défavorables qu'en France*.

Construction et commerce en hausse

Deux secteurs connaissent une situation plus favorable : la construction et le commerce.

La construction, avec 13 800 emplois salariés en 2005, a vu ses effectifs augmenter entre 2002 et 2005. Une progression, certes moins forte qu'en France* (+3,3% contre +7,7%), mais qui représente près de 450 emplois supplémentaires. Elle est alimentée en partie par le boom de la construction neuve (près de 3 000 logements neufs commencés chaque année depuis 1999, soit 50% de plus que lors de la décennie 1990), qui se manifeste par un taux élevé de création d'entreprise dans ce secteur et qui dope vraisemblablement les activités immobilières. En 2006, la hausse de 4% de ses effectifs permet même à la Meurthe-et-Moselle d'être le seul département lorrain où l'emploi salarié total progresse.

Le commerce avec 30 800 emplois en 2005, représente près de 13% des emplois salariés départementaux, soit juste un point de moins qu'en France*. En trois ans, ses effectifs ont progressé de 200 emplois, soit 0,7% contre 1,4% au niveau national*. Mais cette évolution globale masque de fortes disparités, entre le commerce de détail qui gagne 650 emplois, et celui de gros ou celui consacré à l'automobile qui en perdent chacun un peu plus de 200.

Boom de la création d'entreprises

Aux cours des dernières années, en Meurthe-et-Moselle, comme ailleurs en Lorraine ou en France, le nombre de créations d'entreprises n'a cessé d'augmenter, passant de 1 671 en 2000 à 2 122 en 2006. Au total, sur les sept années considérées, ce sont 12 880 entreprises qui ont vu le jour dans le département. Et la tendance se confirme sur les premiers mois de l'année 2007, où de janvier à juillet, 1 564 nouvelles entreprises ont été créées, soit 20% de plus qu'en 2006 sur la même période.

Mais les entreprises nouvellement créées sont peu porteuses d'emplois, hormis pour l'entrepreneur-créateur lui-même. Sur la période 2000-2006, on estime que le total des emplois créés dans les 12 880 nouvelles unités recensées, a été de 16 600 au moment de leur création et de 17 000 fin 2006.

Signe des temps, ce n'est pas dans l'industrie qu'il faut chercher le plus de créations (moins de 7%) mais dans les services (50%). Trois secteurs représentent quasiment la moitié des créations d'en-

treprises du département en 2006 : la construction, le commerce de détail et les réparations, et les conseils et assistance.

La distribution géographique des nouvelles entreprises est marquée par la très forte attraction de Nancy Grand Couronné qui est le berceau de la moitié des nouvelles entreprises et affiche la particularité de créer beaucoup plus d'entreprises tertiaires que les cinq autres territoires réunis en attirant notamment les deux tiers des créations départementales dans les entreprises de conseil et assistance.

Reste que, ici comme ailleurs, 15% à 20% des nouvelles entreprises créées disparaissent au cours de l'année suivant leur création, 33% un an plus tard, et seulement 50% restent en vie au bout de trois ans.

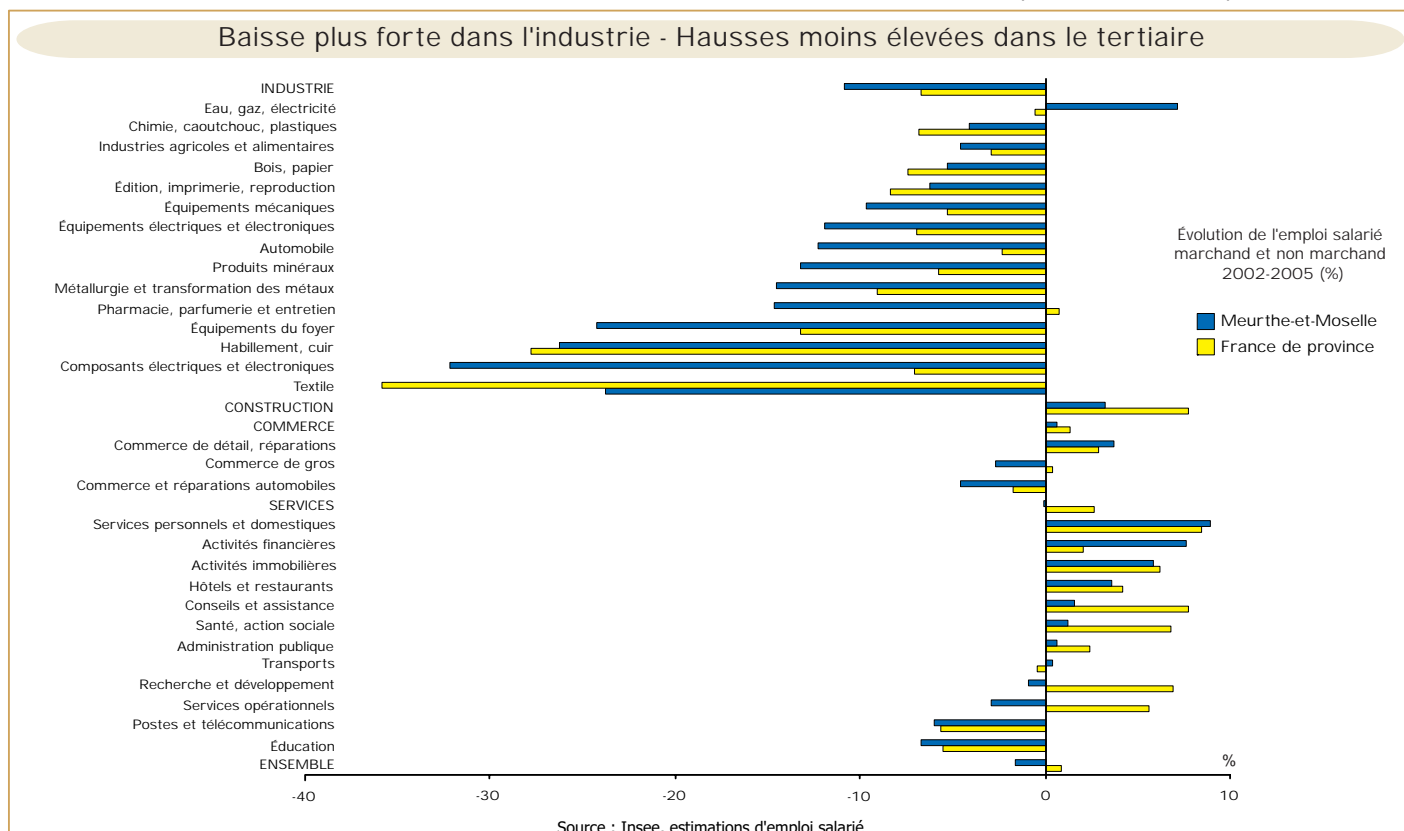
Trop peu de transformation des produits agricoles et forestiers

L'agriculture poursuit sa concentration avec des exploitations moins nombreuses (1 950 exploitations professionnelles en 2005, soit 225 de moins qu'en 2000) mais de

taille plus importante (134 hectares en moyenne en 2005, contre 122 en 2000), la Meurthe-et-Moselle se plaçant ici au sixième rang des départements français, 10 hectares en deçà de la Meuse, deuxième de ce classement.

Entre 2000 et 2005, la surface agricole utilisée (SAU) par les exploitants professionnels s'est légèrement réduite (-0,8% par an) pour atteindre désormais un total de 260 600 hectares. Les surfaces labourables du département correspondent aux deux tiers de la SAU des exploitations, l'autre tiers revenant à la surface toujours enherbée. Céréales et oléagineux couvrent 80% de la surface cultivée. Le blé reste la première culture malgré une sole réduite de 10% en cinq ans. L'orge et es-courgeon constitue la seconde culture du département, sa surface croît de 20% en cinq ans. La culture du colza, un temps en recul suite à la baisse des aides compensatoires, a repris depuis 2004, ses cours étant portés par la demande en biocarburants.

Trois exploitations professionnelles sur quatre pratiquent l'élevage bovin, mais en cinq ans, celui-ci a perdu 250 exploitations et



19 000 têtes (dont 6 400 vaches). Toutefois, la dominante reste laitière avec une proportion de 6 vaches laitières pour 4 allaitantes.

En 2005, les exploitations professionnelles du département font appel à 4 600 actifs permanents. En intégrant l'activité des saisonniers, la masse de travail totale équivaut à 3 980 Unités de Travail Annuel (UTA). La productivité sur les exploitations augmente : une personne à temps complet assume désormais 66 hectares contre 59 en 2000.

La qualification des agriculteurs continue de s'améliorer. En 2005, près de deux sur trois ont effectué des études agricoles secondaires ou supérieures et seulement 20% n'ont aucune formation initiale agricole (contre 30% en 2000). Mais leur population vieillit : en cinq ans, les effectifs des plus de 50 ans, qui dirigent quatre structures sur dix, couvrant un tiers de la SAU, augmentent de 18%. Parmi eux, seul un sur deux déclare avoir un successeur connu. L'installation des jeunes agriculteurs demeure donc une priorité pour l'emploi et pour continuer à exploiter et à entretenir les espaces ruraux.

La Meurthe-et-Moselle présente, comme la Lorraine, le handicap de positionner son agriculture au rang de fournisseur de matière première, fortement dépendante des aides liées à la Politique Agricole Commune (PAC), plutôt que de créateur de produits à forte valeur ajoutée, rôle qui favoriserait l'implantation d'industries de transformation.

Le constat est identique en ce qui concerne la forêt qui couvre 166 000 hectares (soit 32% du territoire), notamment aux portes de Nancy, dans la partie méridionale du Sud-Ouest 54 et au pied du Donon, dans l'Est du département. La production de hêtres, chênes, et résineux, est reconnue et appréciée au-delà des frontières départementales, mais elle pâtit d'un déficit de transformation sur place.

Influence de Metz sur le territoire de Briey

À l'instar de l'attraction de Nancy sur l'arrondissement de Château-Salins, Metz et la Moselle accroissent leur positionnement et leur influence sur le territoire de Briey dont l'agglomération de Briey-Hagondange est incluse depuis 1999 dans celle de Metz.

Chaque jour, ce sont 18 000 Meurthe-et-Mosellans qui partent travailler dans ce département voisin, dont 55% des actifs du canton de Chambley-Bussières et 40% de ceux du canton d'Homécourt, pour lesquels la Moselle est le premier pourvoyeur d'emplois. 30% des actifs des cantons de Briey et Conflans-en-Jarnisy, et 25% de celui de Thiaucourt-Regniéville s'y rendent également quotidiennement.

À Longwy, près d'un actif sur deux travaille au Luxembourg

En Meurthe-et-Moselle, l'évolution de l'emploi salarié comprend également celle de l'emploi frontalier. En 1990, ils n'étaient que 7 500 à

travailler hors des frontières de l'Hexagone et 15 000 en 1999. En 2005, le phénomène concerne 19 800 personnes (dont 16 900 pour le seul Luxembourg), soit un actif occupé sur quinze.

Le territoire de Longwy illustre cette situation et sa reconquête actuelle est tirée par la dynamique frontalière. En 2006, il compte 45% de travailleurs frontaliers parmi ses actifs occupés : 12 800 à destination du Luxembourg et 3 000 vers la Belgique. Après un passé industriel douloureux, il renait. Sa population est en hausse, événement inconnu depuis 40 ans, les zones commerciales et de loisirs se développent, la réflexion est engagée pour allier offre urbaine, développement économique, cohésion sociale et territoriale dans un bassin de vie transfrontalier qui intègre la proximité du futur pôle de croissance d'Esch-Belval (120 hectares qui devraient accueillir 7 000 habitants, 8 000 étudiants et 25 000 salariés) et des perspectives d'évolution tracées par le voisin luxembourgeois qui annoncent une hausse de 30 000 frontaliers lorrains supplémentaires à horizon 2015.

Revenus plus élevés, mais de fortes inégalités

En 2005, la moitié de la population meurthe-et-mosellane vit dans un ménage qui déclare un revenu par unité de consommation (UC) supérieur à 16 000 euros, soit 400 euros de plus que la moyenne régionale, mais seulement 100 euros au-dessus de la moyenne de la France de province.

La répartition spatiale des revenus fiscaux est marquée par le haut niveau de revenus des ménages résidant dans le périmètre de Nancy Grand Couronné où le revenu médian annuel dépasse 17 300 euros et où le pourcentage de ménages imposés est le plus élevé. Mais cette situation masque de très fortes disparités. L'écart entre les 10% des ménages qui déclarent les revenus les plus forts et les 10% des ménages qui déclarent les revenus les plus faibles y est de 1 à 6, soit le

20 400 travailleurs frontaliers en 2006

Territoire de résidence	Destination			
	Allemagne	Belgique	Luxembourg	Total
Longwy	4	2 928	12 867	15 799
Briey	24	57	3 726	3 807
Val de Lorraine	21	4	262	287
Sud-Ouest 54	9	4	95	108
Nancy Grand Couronné	43	14	294	351
Lunévillois	25	5	59	89
Meurthe-et-Moselle	126	3 012	17 303	20 441
Moselle	22 258	100	41 568	63 926
Lorraine	22 530	4 207	60 266	87 003

Sources : Insee, STATEC, INAMI, Landesarbeitsamt Rheinland-Pfalz Saarland

plus fort de Meurthe-et-Moselle. À Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy, où bas revenus et richesse se côtoient, il s'élève même à 10.

À l'inverse, les ménages résidant dans le territoire de Briey et le Lunévillois déclarent les revenus les plus bas, inférieurs de 1 200 euros à la médiane départementale. Parmi eux, les trois «cantons prioritaires» du Lunévillois (Badonviller, Blâmont et Cirey-sur-Vezouze), éloignés des centres de création de richesse, sont ceux où le revenu médian est le plus faible du département.

15% des habitants sous le seuil de bas revenus

Parmi les personnes couvertes par la Caisse d'allocations familiales (Caf) de Meurthe-et-Moselle, fin 2006, 93 650 vivent avec des

revenus (y compris prestations, mais avant impôt) inférieurs à 845 euros par UC et par mois, ce qui représente 15,4% des Meurthe-et-Mosellans de moins de 65 ans, dont 40 350 enfants. Cela fait de la Meurthe-et-Moselle le département où la proportion de personnes à bas revenus est la moins élevée de la région avec la Moselle, mais elle y reste du même ordre que celle observée au niveau national.

La géographie de la pauvreté est directement corrélée à la localisation des logements sociaux et des zones urbaines sensibles (ZUS). Le département compte 49 000 logements sociaux, soit 16% des résidences principales, mais seulement 25 communes, sur 594, sont au-dessus du seuil de 20% du parc. Quant aux ZUS, elles

sont au nombre de neuf, dont six dans l'agglomération nancéenne, les autres à Lunéville, Mont-Saint-Martin et Toul. Depuis janvier 2007, quatre Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) concernant les agglomérations de Longwy, Lunéville, Nancy et Toul, succèdent aux contrats de ville et répondent aux besoins des quartiers les plus en difficulté. Ils interviennent sur les domaines touchant directement la vie des habitants : l'emploi et le développement économique, la réussite éducative, la santé, la citoyenneté et la prévention de la délinquance, le cadre de vie.

Fin 2006, la pauvreté au sens institutionnel touche 46 100 personnes : 28 700 Meurthe-et-Mosellans sont couverts par le Revenu minimum d'insertion (RMI), 6 900 par l'Allocation de parent isolé (API) et 10 500 par l'Allocation aux adultes handicapés (AAH). Proportionnellement dans la région, les Meurthe-et-Mosellans sont les plus couverts par le RMI, les Meusiens restant les plus concernés par l'API et les Vosgiens par l'AAH. En 2007, le nombre d'allocataires du RMI est, enfin, orienté à la baisse, rejoignant en cela la tendance nationale initiée un an plus tôt. Mais son niveau qui reste élevé est un indice inquiétant de la pauvreté.

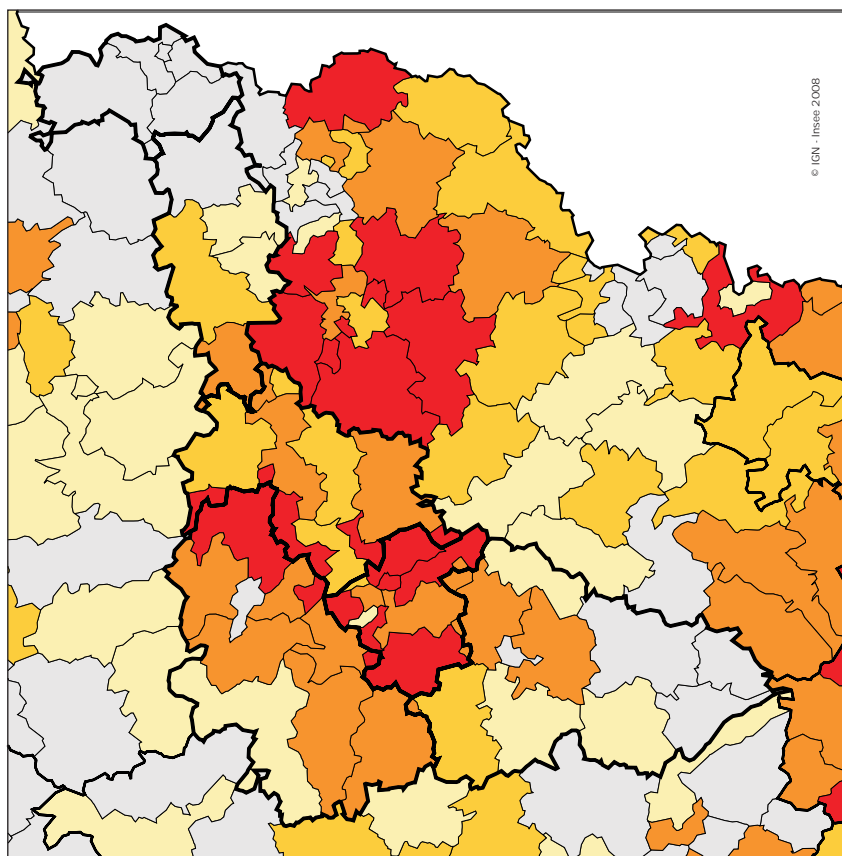
À destination de ces personnes les plus fragiles, au-delà des mesures nationales existantes, d'autres ont été mises en place en Meurthe-et-Moselle pour briser la spirale de la précarité et permettre un retour à l'emploi pérenne : le contrat insertion-Revenu Minimum d'Activité (RMA) en 2003 et le contrat d'Avenir en 2005, le dispositif «Travailler, Transmettre En Meurthe-et-Moselle (TTEMM)» et le Revenu de Solidarité Active (RSA) en 2007.

Éviter le «déclin tranquille»

La situation départementale, qu'elle soit démographique ou économique, reste fragile. Les évolutions, voire les perspectives sont moroses, à l'image des incertitudes pesant sur l'évolution à venir de la population et la stagnation de l'emploi dans le ter-

Jusqu'à 7 300 euros d'écart de revenu selon les cantons

Revenu médian par canton et par unité de consommation en 2005



Revenu fiscal médian par UC (en euros)

- 17 000 et plus
- de 16 000 à 17 000
- de 15 000 à 16 000
- de 14 000 à 15 000
- moins de 14 000

M.-et-M. : 16 000 euros/UC
Lorraine : 15 600 euros/UC

Source : DGI, revenus fiscaux des ménages

taire qui ne parvient pas à compenser les pertes de l'industrie. Le paradoxe meurthe-et-mosellan, et lorrain, qui voit la population croître, le déficit migratoire se résorber, le nombre de chômeurs baisser, le taux d'activité des femmes progresser, ne doit pas faire illusion. L'emploi local régresse et l'attractivité actuelle et future du département dépend en grande partie de la poursuite du développement de l'emploi frontalier à destination du Luxembourg, qui tombe véritablement à point nommé dans le Pays-Haut.

Au-delà de ce constat global (qui vaut également pour nombre d'autres territoires), se pose la question des atouts dont dispose le département pour éviter un «déclin tranquille» et lui permettre de trouver sa place dans l'espace européen.

Augmenter encore l'accessibilité

L'arrivée du TGV-Est Européen en 2007 a considérablement amélioré l'accessibilité de Nancy, et de Lunéville. Mais pour tirer davantage profit de la situation géographique du département dans l'espace européen et des différents flux le traversant, la consolidation

des différentes infrastructures aériennes, routières, ferroviaires, fluviales doit être une priorité : réflexions sur l'utilisation, le coût et la gouvernance de l'aéroport régional, mise à trois voies de l'A31 ou réalisation du projet A32, fin des travaux des RN4 et RN59, liaisons ferroviaires vers le Luxembourg, ferroutage, projet de canal «Saône-Moselle» pour relier les grands ports de la Mer du Nord à la Méditerranée, via le canal de l'Est, ce dont profiteraient au passage les ports de Frouard, Dombasle-sur-Meurthe, Nancy, Neuves-Maisons, Toul, etc.

Miser sur une position géographique stratégique

Avec un accès à un potentiel de 70 millions de consommateurs dans un rayon de 300 kilomètres et au sein d'une région frontalière avec trois états (Allemagne, Belgique, Luxembourg), la Meurthe-et-Moselle est devenue un carrefour d'échanges : 30% des marchandises en transit en France passent par le sillon mosellan.

Cet atout lui a permis par exemple le développement d'activités liées à



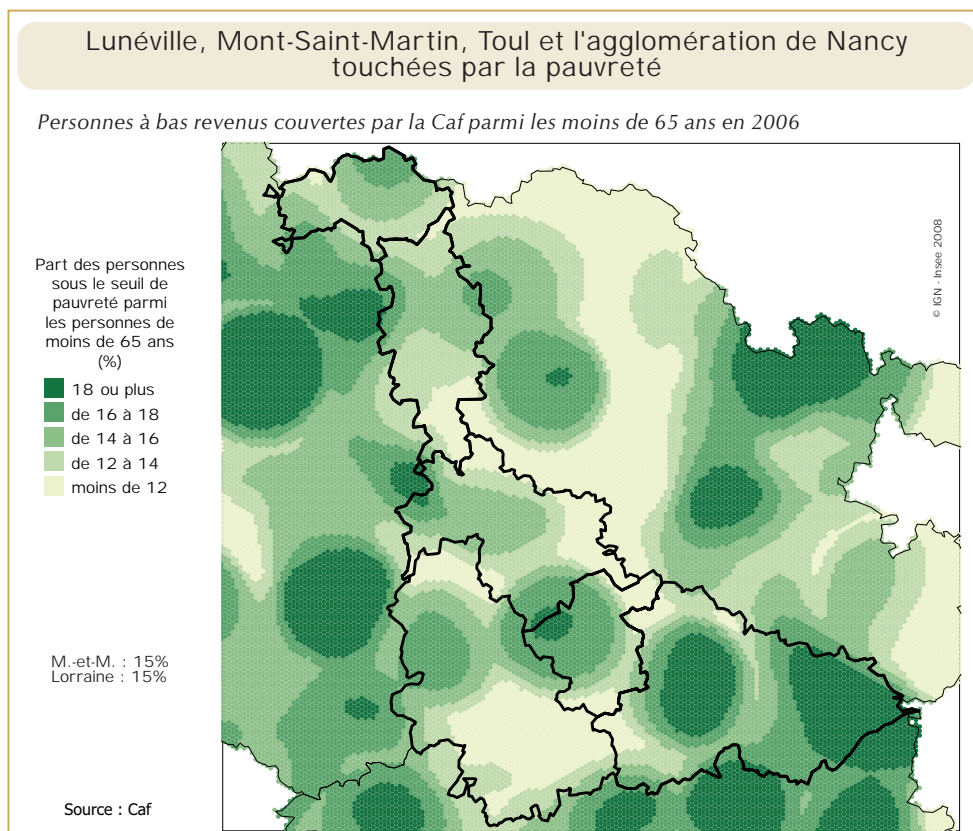
la logistique, avec la création de plates-formes de distribution, régionales ou européennes, exploitées par des prestataires régionaux, nationaux et internationaux ou des industries locales, sur les zones spécifiques, notamment : Ludres-Fléville, la plate-forme multimodale du Nord de Nancy, Atton, Gondreville-Fontenoy, Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Lunéville.

En 2006, la zone d'activités de Gondreville-Fontenoy, a convaincu GAZELEY, l'un des plus importants opérateurs d'immobilier logistique, filiale de l'américain WAL-MART, à lancer sur ce site, un nouveau modèle de Magna Park de 77 hectares, alors qu'un autre investisseur spécialiste de l'immobilier locatif «clef en main» pour la messagerie, le groupe HAYAT, a décidé de créer une plate-forme sur la zone des Sables à Dombasle-sur-Meurthe. Fort de cet appui, il est prévu de conforter la zone portuaire de Gondreville afin de confirmer le secteur de Toul comme épicerie des nouveaux trafics fer-eau-route dans les années à venir.

Dans la zone frontalière, l'enjeu pour la population est de suivre l'élévation des qualifications requises par les nouveaux emplois au Luxembourg, alors même que la concurrence existante avec les frontaliers belges se double aujourd'hui de celle de frontaliers allemands.

Renforcer les liens Enseignement-Recherche-Entreprises

L'enseignement supérieur du département, fort de ses 4 000 personnels et 47 000 étudiants, couvre la quasi-totalité des domaines de la connaissance, avec notamment ses Écoles nationales en Génie des Matériaux, Agronomie et Industries Alimentaires, Électricité et Mécanique, Géologie, Génie des Systèmes Industriels, Indus-



tries chimiques, Mines, Génie rural, des Eaux et des Forêts ; et ses Facultés de Médecine, Pharmacie, Odontologie, Sport, Sciences et techniques, Lettres, Sciences humaines et sociales, Droit, Sciences économiques, Administration économique et sociale, etc.

Il se conjugue avec la présence de laboratoires regroupés notamment en cinq pôles de recherche : Agronomie, Agro-alimentaire, Biotechnologies (AAB), Géosciences et Génie Civil (GGC), Informatique, Automatique, Électronique et Mathématiques (IAEM), Mécanique, Énergie, Génie des Procédés, Chimie, Innovation (MEPCI), et Matériaux, Métallurgie (MM).

Mais dans un contexte de concurrence accrue pour attirer élèves et chercheurs, et face à une tendance à la baisse des effectifs due à l'effet démographique, il convient de s'interroger sur une offre de formation coordonnée avec Metz et concurrentielle face aux autres pôles français, voire au futur site d'enseignement supérieur que sera Esch-Belval, tout en étant plus visible au niveau international. C'est dans ce cadre, qu'a été créé fin 2006, un établissement public de coopération scientifique intitulé «Nancy-Université» entre les trois établissements nancéiens (Université Henri Poincaré, Université Nancy 2 et INPL) et que les partenariats déjà existants avec l'Université Paul Verlaine de Metz se renforcent pour donner naissance en 2008 à un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur lorrain (PRES).

Car de l'accroissement du potentiel existant entre les pôles d'enseignement supérieur, les laboratoires de recherche et le tissu économique local, dépendent les transferts de technologies sources d'innovation et le maintien et l'implantation d'emplois métropolitains supérieurs ou de services haut de gamme aux entreprises. C'est aussi un positionnement dans l'économie de l'intelligence pour un département qui forme par ailleurs chaque année 1 000 ingénieurs et 100

doctorants, mais voit partir nombre d'entre eux.

Développer les pôles de compétence et d'innovation

La participation des entreprises meurthe-et-mosellanes au Pôle de compétitivité «Matériaux Intelligents et Produits Innovants» (MIPI) s'inscrit dans la même logique d'une meilleure mise en relation des entreprises avec les laboratoires de recherche, les universités, les partenaires institutionnels, afin de mener à bien des projets innovants et favoriser par là même la croissance.

Le Pôle MIPI concerne les solutions acier attrayantes (démarche de l'allègement dans l'industrie automobile), les outillages intelligents pour des procédés de transformation innovants (applications industrielles pour de nouveaux matériaux) et la nanostructuration (propriétés nouvelles comme le magnétisme ou la super-plasticité, destinées à l'aéronautique, la Défense ou au domaine médical). Y participent des groupes internationaux implantés en Meurthe-et-Moselle tels MITTAL-ARCELOR, SAINT-

GOBAIN PONT-À-MOUSSON et CARBONE LORRAINE.

La filière Métallurgie-Travail des métaux et Mécanique peut aussi compter sur le Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie (CRITT M2T) pour la formation, l'expertise technologique, le conseil et la réalisation d'essais. Il accompagne les entreprises dans leur transfert de technologie par des études d'intégration de nouvelles technologies et/ou par la formation de leur personnel.

Dans la chimie, les atouts résident dans des potentiels de recherche présents dans le département, tant privés : SOLVAY ; que publics : Institut National Polytechnique de Lorraine (INPL), École Nationale Supérieure des Industries Chimiques (ENSIC), Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie (CRITT).

Dans un secteur moins connu en Meurthe-et-Moselle, l'aéronautique, Aériades est un cluster basé en Lorraine qui rassemble un ensemble de compétences industrielles, de recherche et de formation, à vocation aéronautique, spatiale

Artem : art, technologie et management

L'alliance d'enseignement et de recherche Artem (acronyme de «art, technologie, management») est un regroupement pluridisciplinaire et interuniversitaire unissant trois grandes écoles nancéiennes afin de développer une pédagogie et des projets communs : l'École des Beaux-Arts pour l'art, l'École des Mines pour la technologie et l'Institut Commercial de Nancy (ICN) pour le management.

Depuis quelques années, Artem est une réalité : des enseignements communs sont dispensés aux étudiants, accompagnés d'ateliers de mise en pratique, et la recherche se structure. Mais le projet immobilier correspondant, de 160 millions d'euros (l'un des plus grands chantiers universitaires actuels de France), aboutira véritablement en 2011, avec l'ouverture d'un nouveau campus accueillant 3 500 étudiants et 1 500 enseignants, chercheurs et personnels administratifs sur le site des anciennes casernes Molitor et Manutention.

Contrairement aux traditionnels accords entre écoles d'ingénieur et écoles de commerce, le partenariat mis en place au sein d'Artem ne se limite pas à un double diplôme ingénieur/manager, il vise aussi un métissage des cultures dès la première année de l'entrée dans les écoles. Ainsi, artistes, ingénieurs et managers partageront des cours en commun dans le but d'élargir le spectre de leurs compétences.

L'ambition d'Artem n'est donc pas de former des ingénieurs dans un premier temps et des managers ensuite (ou réciproquement), mais de former en même temps des étudiants ouverts aux trois disciplines. Dans ce cadre d'ailleurs, l'École des Beaux-Arts, développe depuis cette année, ses formations dans le domaine du design.

Mais la formation n'est pas le seul but d'Artem, qui s'investit également pleinement dans la recherche et le volet sociétal. Par ailleurs, le lien avec le monde économique se veut très fort, en collaboration étroite avec l'association Artem Entreprises qui regroupe à ce jour une quarantaine d'entreprises.

et de défense, et regroupe plus d'une trentaine d'entreprises et centres de recherche et plus de 2 000 personnes.

En matière de santé, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Nancy est déjà le premier pôle hospitalier régional avec des spécialités reconnues au-delà des limites du département, tels la cardiologie, la chirurgie de la main à l'hôpital Jeanne d'Arc de Dommartin-lès-Toul ou le traitement du cancer au Centre Alexis Vautrin de Nancy et son rôle en matière de canceropôle avec la présence d'un des trois Cyber-Knife fonctionnant en France. Le département dispose également d'établissements médicaux à vocation régionale, tels la maternité de Nancy et l'Institut régional de réadaptation.

Pour faire face à une population qui vieillit et gérer au mieux le système de santé dont les pratiques et les techniques évoluent, le CHU de Nancy a entamé une réorganisation qui passe par la réunion des compétences et la concentration des moyens. D'ici 2011, l'hôpital de demain verra le jour autour de plateaux techniques (blocs opératoires, plateaux d'accouchement, pôles d'imagerie). Il verra naître un nouveau pôle cardio-vasculaire, un bâtiment de chirurgie, une maison de santé et une unité de thérapie cellulaire.

Quant aux nouvelles exigences environnementales, elles offrent des opportunités de développement économique. Deux axes d'activité peuvent être dégagés que des entreprises implantées en Meurthe-et-Moselle ont su saisir : la conception-fabrication et l'analyse et la gestion en fin de vie des produits. Un mouvement facilité par la présence de centres de formation ; d'Écoles d'ingénieurs telles l'ENGREF (Génie Rural et des Eaux et Forêts), l'ENSAIA (Agronomie et Industries Alimentaires), l'ENSG (Géologie), l'ENSMN (École des Mines de Nancy), l'ENSIC (Industries Chimiques) ; de l'École Doctorale RP2E (Science et Ingénierie des Ressources, Procédés, Produits, Environnement) ; d'instituts nationaux de

recherche : le Bureau des Ressources Géologiques et Minières (BRGM), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS), l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA), l'Institut National de la Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA) ; de laboratoires et plate-forme technologiques, d'organismes d'accompagnement des projets d'innovation (APOLLOR, CRITT M2T, NANCIE, PROGEPI, Pôle éolien lorrain) ; du Pôle en génie de l'environnement d'Homécourt qui réunit 13 laboratoires publics et 4 entreprises autour du traitement et de la requalification durable des sols pollués ; et de l'Écopôle Lorraine, né fin 2007 pour stimuler les filières liées à l'environnement, et qui cible trois activités : la gestion de l'eau, la réhabilitation des friches industrielles et l'éco-construction.

Enfin, dans l'espace rural, la création de Pôles d'excellence dans des

domaines innovants dont la méthanisation, les énergies renouvelables, la production d'huile de colza et le traitement des déchets verts, ouvre de nouvelles perspectives, alors que la réflexion est en cours sur la reconversion des anciennes bases militaires de Chambley-Busnières et Rosières-en-Haye, vers des activités économiques et/ou de loisirs.

Une nouvelle image en construction

Le renforcement des atouts géographiques du département, l'appui sur les spécificités qui fondent son identité et sa force, le développement de ses potentiels de recherche et d'innovation, s'accompagnent parallèlement d'une nouvelle image en construction. Celle-ci passe par exemple par le tourisme où le succès des célébrations de l'École de Nancy en 1999 et de «Nancy 2005» autour de la rénovation de la place Stanislas ont été des facteurs de séduction qui ont fait parler de la

Émergence de sites structurants

Afin de renforcer l'attractivité du département, le Conseil général de Meurthe-et-Moselle a lancé une importante démarche basée sur l'émergence de sites structurants qui complètent le potentiel existant et amélioreront l'offre touristique. Véritables locomotives pour leurs territoires d'accueil, ils ont vocation à constituer, au fil des années, des portes d'entrée destinées à diffuser les flux touristiques vers les autres pôles d'attractivité.

Ainsi le **musée du cristal à Baccarat** entend présenter selon une scénographie modernisée les pièces de collection permettant d'appréhender le savoir-faire meurthe-et-mosellan.

Le **château de Lunéville** dont les travaux de reconstruction se poursuivent activement, propose aujourd'hui un programme pluriannuel d'événements autour du cheval (venue du Cadre Noir de Saumur), des Lumières (expositions consacrées à Boffrand, Émilie du Châtelet) et du jardin des Bosquets. La réhabilitation des communs Nord permettra de disposer de salles de conférences et d'un lieu d'exposition. Le réaménagement des communs Sud permettra de rénover l'office du tourisme et de créer un centre de mémoire des métiers d'art.

Sur le **site de Sion-Vaudémont**, des investissements ont été réalisés : rénovation de l'hôtellerie (le site a obtenu en 2006 le label Tourisme et handicap), création d'un parcours archéologique de mise en valeur des fouilles et d'une salle d'exposition permanente sur l'évolution historique de la colline.

Le site de Sion-Vaudémont s'aménage autour des thématiques du paysage, de l'archéologie, de la rencontre. L'offre culturelle et de service a ainsi permis de recevoir 240 000 visites en 2007 (soit le double de 2005).

Au-delà les **lacs de Pierre-Percée** (sport nature), les **Boucles de la Moselle** (produit de tourisme et de proximité lié à l'eau, au vélo, à la culture) et l'**espace tourisme du Pays-Haut** (information et promotion des arts du feu), relayent la démarche sur l'ensemble du département.

Savoir plus :

- Pays du Val de Lorraine : sous la stagnation démographique, des mutations toujours vives, Économie Lorraine n°113 - janvier 2008.
- Vieillesse et dépendance à l'horizon 2015 en Meurthe-et-Moselle, Économie Lorraine n°65 - octobre 2006.
- Val de Lorraine 2004 : l'équilibre du Pays s'affirme, Économie Lorraine n°38 - décembre 2005.
- Pays Lunévillois : des signes de renouveau, des risques pour la cohésion du territoire, Économie Lorraine n°33 - juillet 2005.
- Le Grand Nancy : effets métropolitains sur le Sud meurthe-et-mosellan, Économie Lorraine n°18 - janvier 2005.
- Sud-Ouest meurthe-et-mosellan : retour d'un cercle vertueux de croissance, Économie Lorraine n°11 - septembre 2004.
- Pays du Val de Lorraine : un territoire de liaison tirant parti des dynamiques périurbaines, Supplément Économie Lorraine n°10 - décembre 2003.

- Site internet :
www.insee.fr

ville et du département largement au-delà de leurs frontières.

Le tourisme basé traditionnellement sur la visite des villes, les déplacements d'affaires, la culture, l'art et l'histoire, s'ouvre désormais au tourisme vert, à l'événementiel et au sport-aventure. Pour un territoire qui ne figure pas parmi les destinations de référence, son développement reste un défi que l'émergence de sites structurants (château de Lunéville, musée du cristal à Baccarat, site de Sion-Vaudémont, lacs de Pierre-Percée, Boucles de la Moselle) doit aider à relever. Tout comme l'arrivée du TGV, qui en raccourcissant les distances-temps avec Paris, les grandes agglomérations françaises et les capitales européennes, ouvre des opportunités vers des formules court-séjour, voire des produits à la journée.

Quelques activités participent également à ce mouvement en perpétuant une tradition ancestrale, orientée vers le luxe : cristal de Baccarat, productions de Daum, faïences de Lunéville Saint-Clément, émaux de Longwy. Un savoir-faire que la plate-forme verrière de Vannes-le-Châtel, le pôle d'excellence rural Bijoux et

métiers d'art à Baccarat, l'espace tourisme du Pays-Haut à Longwy (informations et promotion des arts du feu) aident à préserver.

Place dans l'espace métropolitain

L'avenir du département passe aussi par son positionnement dans l'espace métropolitain, porté par Nancy et Metz, en lien avec Luxembourg et Esch-Belval.

Un espace qui rassemble 1,1 million d'habitants, soit la moitié de la population régionale, et représente plus de 70% de la valeur ajoutée lorraine.

■ Philippe DEBARD

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Insee

**Institut National de la Statistique
et des Études Économiques**

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIAL ET

RELATIONS MÉDIAS

Jacqueline FINEL

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

SECRÉTARIAT DE FABRICATION

MISE EN PAGE - COMPOSITION

Marie-Thérèse CAMPISTROUS

Marie-Odile LAFONTAINE

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2008

